

Cote du document:	<u>EB 2010/99/R.22/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>10 c) iii)</u>
Date:	<u>22 avril 2010</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour le

Projet en faveur de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-neuvième session
Rome, 21-22 avril 2010

Pour: **Approbation**

Note aux membres du Conseil d'administration

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les représentants qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Ronald Hartman

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2184
courriel: r.hartman@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du projet	iv
Résumé du financement	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	4
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Results framework (Cadre des résultats)	2

Sigles et acronymes

CB	Cocoa Board de Papouasie-Nouvelle-Guinée
CIC	Coffee Industry Corporation Limited
IDA	Association internationale de développement
S&E	suivi et évaluation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour le projet en faveur de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

Carte de la zone du projet

Papua New Guinea

Productive Partnerships in Agriculture Project - PPAP



11.2.2010



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Projet en faveur de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Banque mondiale
Emprunteur:	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Coût total du projet:	46,3 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	9,22 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceur:	Banque mondiale
Montant du cofinancement:	Banque mondiale: 25,0 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	1,5 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	5,8 millions d'USD
Institutions chargées de la préévaluation:	Banque mondiale et FIDA
Institution coopérante:	Banque mondiale

Proposition de prêt à la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour le projet en faveur de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Malgré la forte croissance économique enregistrée récemment, la moitié de la population de Papouasie-Nouvelle-Guinée vit aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté national, en particulier dans les zones rurales. La majeure partie de la population (86%) est rurale et vit principalement d'une agriculture de semi-subsistance. Le secteur de l'agriculture, qui compte pour un tiers environ du PIB, est dominé par la petite exploitation.
2. Le café et le cacao sont les principales cultures commerciales, mobilisant respectivement quelque 30% et 20% de la population active totale pour la production, la transformation et la vente. Une proportion élevée (jusqu'à 70%) de leur valeur franco à bord revient aux petits producteurs. Malgré l'importance socioéconomique évidente de ces cultures, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est confrontée à une crise provoquée par la baisse généralisée de la productivité du café et par le risque lié aux foreurs de cabosses¹ qui pèse sur la productivité et la qualité du cacao, crise qui menace de dévaster l'économie rurale. Le projet fournira, sur plusieurs années, l'appui prévisible et régulier requis pour procéder aux changements structurels indispensables si l'on veut améliorer les résultats et la pérennité des filières du café et du cacao – et leur contribution aux moyens d'existence ruraux.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

3. Il est proposé que le FIDA accorde à la Papouasie-Nouvelle-Guinée un prêt d'un montant de 9,22 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,0 millions d'USD), à des conditions particulièrement favorables pour contribuer au financement du projet en faveur de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

4. L'allocation fixée pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée au titre du SAFP est de 15,5 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP (2010-2012). Le montant du financement proposé, soit 14,0 millions d'USD, est donc dans les limites du montant total de l'allocation de pays affectée à la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

5. La Papouasie-Nouvelle-Guinée est parfaitement en mesure d'assurer le service de sa dette extérieure. Le pays a remboursé les prêts antérieurs du FIDA d'une façon exemplaire.

Flux de fonds

6. Les fonds du FIDA seront transférés sur trois comptes spéciaux gérés respectivement par l'unité de coordination du projet du Ministère de l'agriculture et de l'élevage et deux unités de gestion du projet créées auprès des organismes de coordination sectorielle: la Coffee Industry Corporation Limited (CIC) et le Cocoa Board de Papouasie-Nouvelle-Guinée (CB). Les demandes de retrait seront reçues par l'intermédiaire du Ministère du trésor de l'emprunteur.

¹ *Conopomorpha cramerella*.

Modalités de supervision

7. Le financement du FIDA sera administré par la Banque mondiale, en qualité d'institution coopérante, qui sera aussi chargée de l'exécution du projet. Le FIDA participera directement à toutes les activités de supervision et d'appui à l'exécution du projet.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

8. Conformément aux principes d'harmonisation énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, il est proposé que les dispositions relatives à la passation des marchés, aux décaissements, à l'exécution et à l'information financière aux termes de l'accord de financement de l'Association internationale de développement (IDA) s'appliquent à l'accord de financement du FIDA. Cela suppose la non-application des sections correspondantes des conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole, au profit de l'adoption des politiques et procédures de la Banque mondiale/IDA.

Gouvernance

9. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) strict respect des politiques anticorruption de la Banque mondiale et du FIDA; ii) gestion financière rigoureuse avec un encadrement de la vérification des comptes indépendant associé à des processus de suivi et d'examen; iii) communication publique ouverte et transparente à l'intention de toutes les parties prenantes, garantissant une vaste diffusion de l'information sur les activités du projet et les transactions financières; iv) inclusion de structures de gouvernance spécifiques pour l'approbation des partenariats; et v) formation et assistance technique dans les domaines de la passation des marchés et de la gestion financière.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

10. Le groupe cible se composera de petits agriculteurs, de producteurs, de femmes et de jeunes. Dans un premier temps, le projet proposé couvrira deux zones géographiques distinctes. Pour le cacao, il s'agit de zones côtières, à savoir, la province de Nouvelle-Bretagne orientale et la région autonome de Bougainville qui représentent ensemble quelque 70% de la superficie totale consacrée à la production de cacao. Pour le café, le projet couvrira initialement les provinces des Hautes-Terres orientales, des Hautes-Terres occidentales, de Jiwaka et de Simbu, qui assurent globalement plus de 90% de la production.

Méthode de ciblage

11. Conformément aux politiques du FIDA, le projet adoptera une méthode de ciblage non exclusive pour atteindre les petits producteurs de cacao et de café dans les zones du projet. Le ciblage des groupes désavantagés sera privilégié, la création de partenariats avec les petits exploitants des zones les plus défavorisées et la mobilisation des femmes et des jeunes agriculteurs bénéficiant d'une attention spécifique.

Participation

12. Les stratégies de consultation et de participation des communautés appliquées par le projet sont détaillées dans le cadre de participation des bénéficiaires. Ces stratégies prévoient l'organisation d'une série de sessions d'information à l'intention des partenaires et des bénéficiaires potentiels afin de les familiariser avec le projet. Les accords de partenariat comprendront des clauses relatives au suivi par les bénéficiaires et aux procédures de remontée de l'information.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

13. Le projet a pour finalité de renforcer les moyens d'existence des petits producteurs de cacao et de café en améliorant les résultats et la pérennité des filières de ces produits dans les zones productrices.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

14. Un effet direct clé du projet est le renforcement des capacités institutionnelles et de la coordination des principaux organes des industries du café et du cacao, en vue de contribuer à l'amélioration des politiques sectorielles. Le projet renforcera les partenariats public-privé, conformément à la stratégie du FIDA pour l'élargissement des partenariats dans le secteur privé.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

15. Le projet s'inscrit dans le droit fil des objectifs de l'exposé des options et stratégies d'intervention pour la sous-région (SRESOP) du FIDA et des objectifs de son Cadre stratégique pour 2007-2010, notamment en ce qui concerne: i) l'appui aux groupes vulnérables; ii) la création de débouchés commerciaux; iii) la génération de revenus dans les zones rurales; et iv) la participation à des partenariats à parties prenantes multiples.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

16. Le projet est strictement aligné sur la stratégie de développement à moyen terme pour 2005-2010 et sur le plan national de développement agricole, qui placent l'agriculture au cœur de la stratégie de croissance suivie par l'administration centrale et mettent l'accent sur le rôle du secteur privé dans le développement agricole.

Harmonisation avec les partenaires du développement

17. Le projet complète les actions conduites par d'autres partenaires du développement intervenant dans le secteur agricole, par exemple l'Agence australienne pour le développement international (AusAID), le Centre australien de recherche agricole internationale (ACIAR), l'Union européenne et l'Agence néo-zélandaise de développement international (NZAID).

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

18. Le projet comprend trois composantes: i) renforcement institutionnel et coordination dans les secteurs du café et du cacao; ii) partenariats productifs; et iii) infrastructures d'accès aux marchés.

Catégories de dépenses

19. Il y a cinq principales catégories de dépenses: i) services de consultants (20%); ii) biens et travaux (33%); iii) formation (3%); iv) dons pour des partenariats productifs (33%); et v) non alloués (10%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

20. Les partenariats public-privé dans les secteurs du café et du cacao sont un élément central du projet. Dans les deux secteurs, des comités de coordination industrielle rassembleront tous les représentants intéressés des secteurs publics et privés, y compris le CB et la CIC. Les divers organismes publics chargés de la remise en état et de l'entretien des infrastructures de transport dans les provinces couvertes par le projet seront associés aux activités de la troisième composante.

Responsabilités en matière d'exécution

21. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage sera l'organisme d'exécution du projet. La gestion décentralisée du projet au niveau des secteurs industriels du café et du cacao est un principe essentiel de sa conception. La petite unité de coordination du projet, qui sera établie auprès du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, sera chargée principalement d'assurer le suivi et évaluation (S&E) ainsi que la liaison avec le comité directeur du projet, les ministères de l'administration centrale et les financeurs (IDA et FIDA).
22. Les fonctions de gestion du projet seront confiées à la CIC et au CB, respectivement, pour les industries du café et du cacao. Des unités de gestion du projet seront établies dans les deux institutions afin d'apporter leur appui à l'exécution du projet (y compris la gestion quotidienne des activités du projet, l'administration financière, la passation des marchés, le S&E et l'établissement des rapports). Des prestataires de services locaux feront en sorte que les organismes de plus petite taille et les groupes défavorisés puissent participer aux activités du projet.

Rôle de l'assistance technique

23. Le projet fournira une assistance technique aux échelons national et sectoriel pour renforcer les capacités dans les domaines suivants: administration, passation des marchés et gestion financière, élaboration des politiques et aspects environnementaux.

Situation des principaux accords d'exécution

24. L'exécution du projet sera régie par l'accord de financement du projet. Des accords subsidiaires seront conclus entre le Gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée et la CIC et le CB. Le cofinancement du FIDA sera administré par la Banque mondiale/IDA, aux termes d'une lettre de nomination signée par les deux organisations.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

25. Le coût total du projet s'élève à 46,3 millions d'USD sur six ans. Les sources de financement sont le FIDA (14,0 millions d'USD, 30%), la Banque mondiale (25,0 millions d'USD, 54%), l'administration centrale (1,5 million d'USD, 3%), le secteur privé, y compris les petits producteurs (5,8 millions d'USD, 13%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

26. Les principaux avantages découlant du projet consistent en une forte rentabilité de l'investissement et du travail à l'échelon de l'exploitation et en une augmentation considérable des revenus des petits producteurs dans le cadre des activités du projet. L'augmentation des revenus à l'échelon de l'exploitation s'explique par l'accroissement des rendements et la hausse des prix au producteur pour des produits de meilleure qualité, les relations contractuelles établies avec le secteur privé et l'amélioration des infrastructures d'accès aux marchés. Dans le cas du cacao, la diminution des pertes imputables aux infestations de foreurs des cabosses contribuera également à améliorer les revenus monétaires des petits producteurs.

Viabilité économique et financière

27. Le taux de rentabilité économique du projet est estimé à 14%. Le taux de rentabilité interne à l'échelon du projet est estimé à 28%. Les analyses de sensibilité confirment la viabilité du projet.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

28. Les petits producteurs de café et de cacao se heurtent à des dysfonctionnements du marché et à des contraintes similaires, dont pâtissent leur efficacité et leur aptitude à répondre aux signaux du marché. Le projet vise à corriger les asymétries de

l'information sectorielle et améliorer sa transparence et à faciliter l'élaboration des politiques, au moyen de campagnes d'information ciblées portant sur les principaux changements de politiques et de pratiques agricoles et par le biais de l'appui à la création de systèmes de gestion de l'information performants.

Innovations en matière de développement

29. La principale innovation du projet est son approche des partenariats qui mise sur une expansion des services et des liens avec le marché dans les secteurs du café et du cacao et améliore la compétitivité et la capacité d'organisation des producteurs ainsi que la transparence de l'information sectorielle et les liens dans les filières d'approvisionnement. L'innovation concernant les arrangements de partenariats aux fins de l'entretien des infrastructures se traduira par des investissements complémentaires en faveur de l'accès aux marchés et par l'amélioration des moyens d'existence des ménages ruraux.

Approche d'élargissement

30. Le projet favorisera l'amélioration des moyens d'existence ruraux, en renforçant la coordination et les institutions dans les industries du café et du cacao, en facilitant l'établissement de liens entre les petits producteurs et le secteur agroalimentaire, en vue d'assurer l'accès aux marchés et de mettre à disposition des technologies et des services, et en créant les infrastructures d'accès aux marchés essentielles. Si les partenariats axés sur la demande donnent de bons résultats, on pourra transposer les activités du projet à plus grande échelle, en étendant la couverture des partenariats existants et en y associant d'autres partenaires. La zone de couverture géographique sera éventuellement élargie à l'issue d'une évaluation prévue pendant la deuxième année du projet.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

31. Le projet est confronté à quatre grands risques: les partenariats n'entraînent pas une amélioration durable des moyens d'existence des petits producteurs de cacao et de café; la gravité de la crise du cacao, imputable à l'infestation des foreurs de cabosses, ne permet pas aux producteurs de procéder à l'intensification de leurs systèmes de production; les efforts déployés pour améliorer la qualité du café et du cacao exportés ne donnent pas les résultats attendus; la réfection du réseau routier n'a pas d'effet significatif sur l'accès aux marchés des petits producteurs de cacao et de café isolés. Les mesures planifiées pour atténuer ces risques sont notamment les suivantes: l'approche adoptée pour promouvoir les partenariats entre les producteurs et les opérateurs du secteur privé vise à mobiliser pleinement tous les acteurs en vue d'obtenir des résultats. Cette approche fait fond sur les activités des opérateurs qui sont déjà couronnées de succès et les étend à des agriculteurs appartenant à de nouveaux groupes. Les autorités locales et nationales des régions productrices de cacao, ainsi que les principales parties prenantes de l'industrie du cacao, ont déjà mobilisé des ressources et pris des mesures pour faire face à la crise provoquée par les foreurs de cabosses, une action que le projet étendra. Le maintien de la qualité du cacao dépend de l'efficacité de la lutte contre l'infestation des foreurs de cabosses, laquelle mobilise actuellement dans une large mesure tant les industriels que le gouvernement. Dans le secteur du café, le projet améliorera la qualité et accroîtra la part des cafés différenciés qui sont exportés, ce qui se traduira par une hausse des prix pour les petits producteurs et les incitera à investir davantage dans l'aménagement de leurs exploitations. En ce qui concerne les investissements dans les infrastructures, le processus d'établissement des priorités a été conçu de manière à ce que le projet obtienne les meilleurs résultats possibles, s'agissant d'améliorer l'accès physique des agriculteurs aux marchés.

Classification environnementale

32. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale de la Banque mondiale, le projet a été classé dans la catégorie B car son impact devrait être local et être maîtrisé d'une manière acceptable au moyen de mesures d'atténuation largement diffusées.

K. Durabilité

33. L'approche du projet consistant à renforcer et développer des alliances commerciales productives entre les producteurs de café et de cacao et le secteur privé multipliera les chances de durabilité. Dans le cadre des arrangements de partenariats, un appui sera mobilisé pour que les petits producteurs améliorent leurs moyens d'existence, grâce à des pratiques de gestion des exploitations plus productives et rentables et à la création de filières commerciales.

II. Instruments juridiques et autorité

34. Un accord de financement entre la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
35. La Papouasie-Nouvelle-Guinée est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la Papouasie-Nouvelle-Guinée un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à neuf millions deux cent vingt mille droits de tirage spéciaux (9 220 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Productive Partnerships in Agriculture Project"

(Negotiations concluded on 16 April 2010)

Loan Number:

Project Title: Productive Partnerships in Agriculture Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Independent State of Papua New Guinea (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS, the Borrower has requested financing from the Fund for the purposes of partially financing the Productive Partnerships in Agriculture Project described in Schedule 1 to this Agreement.

WHEREAS, the International Development Association (herein referred to as "IDA") has agreed to extend financing (the "IDA Financing") to the Borrower in the amount of sixteen million four hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 16 400 000) to assist in co-financing the Project on terms and conditions to be set forth in an Agreement (the "IDA Financing Agreement") between the Borrower and IDA.

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions"), are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, except for the provisions identified in Section E paragraph 4 below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan (the "Financing" or the "Loan") to the Borrower, which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1 The amount of the Loan is nine million two hundred and twenty thousand Special Drawing Rights (SDR 9 220 000).

2 The Loan is granted on highly concessional terms.

3. The Loan Service Payment Currency shall be the US dollar.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 October and 15 April.
6. Upon authorisation from the Borrower, the National Department of Agriculture and Livestock (NDAL), the Coffee Industry Corporation Limited (CIC) and the Cocoa Board of Papua New Guinea (CB) shall each open and maintain in a bank or banks acceptable to the Fund and the IDA a designated account denominated in Papua New Guinea Kina for the purpose of receiving the Loan proceeds as well as the IDA Financing proceeds.
7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the approximate amount of one million five hundred thousand US dollars (USD 1 500 000).

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Borrower's National Department of Agriculture and Livestock.
2. The following are designated as additional Project Parties:
 - (a) The Coffee Industry Corporation Limited; and
 - (b) The Cocoa Board of Papua New Guinea.
3. The Project Completion Date shall be 30 June 2016.

Section D

The Loan shall be administered and the Project supervised by the IDA as the Cooperating Institution.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) The IDA Financing Agreement shall have been suspended;
 - (b) Either the CIC Subsidiary Agreement or the CB Subsidiary Agreement shall have ceased to be in force or shall have been amended without the prior approval of the Fund and IDA.
2. The following is designated as an additional ground for cancellation of this Agreement: the IDA Financing Agreement shall have been cancelled.
3. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The Project Implementation Manual has been adopted by NDAL, CIC and the CB;
 - (b) The CIC Subsidiary Agreement has been entered into by the parties thereto in the form and substance satisfactory to the Fund and IDA;
 - (c) The CB Subsidiary Agreement has been entered into by the parties thereto in the form and substance satisfactory to the Fund and IDA;

(d) The IDA Financing Agreement has become effective.

4. The following provisions of the General Conditions shall not apply to this Agreement:

- (a) Section 2.01 (Financing Closing Date): Financing Closing Date means the date on which the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account ends, which is four (4) months after the Project Completion Date or such later date as the Fund may designate by notice to the Borrower.
- (b) Sections 7.05 (Procurement): all goods, works and consultants services required for the Project and to be financed out of the proceeds of the financing shall be procured in accordance with the World Bank's "Guidelines: Procurement under IBRD Loans and IDA Credits" (May 2004, revised in October 2006), the "Guidelines: Selection and Employment of Consultants by World Bank Borrowers" (May 2004) and the provisions stipulated in Section III, Schedule 2 of the IDA Financing Agreement.
- (c) Section 7.01 (b) (ii) and Article 8 (Implementation Reporting and Information): the Borrower, shall monitor and evaluate the progress of the Project and prepare Reports, as well as Annual Workplans and Budgets (AWPBs), in accordance with Section II (A), Schedule 2 of the IDA Financing Agreement.
- (d) Article 9 (Financial Reporting and Information): the financial reporting system of the Borrower shall be in accordance with Section II (B), Schedule 2 of the IDA Financing Agreement.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Borrower:

Minister for Treasury and
Finance
Department of Treasury
Vulupindi Haus 4th floor
P.O. Box 542
Waigani, 131 NCD
Papua New Guinea

This agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

For the Fund

For the Borrower

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit small farmers, producers, women and youth. The project would initially be implemented in East New Britain Province, the Autonomous Region of Bougainville, Eastern Highlands Province, Western Highlands Province, Jiwaka Province and Simbu Province (the "Project Area").
2. *Goal.* The goal of the Project shall be to improve the livelihoods of smallholder cocoa and coffee producers through the improvement of the performance and sustainability of value chains in the Cocoa-growing Areas and the Coffee-growing Areas of the Project.
3. *Outcomes.* The key outcomes of the Project shall be: smallholder farmers adopt efficient, market responsive and sustainable production practices leading to an improvement in their income; demand-driven productive partnerships are scaled-up and sustained; and key infrastructure bottlenecks in the targeted value chains are addressed.
4. *Components.* The Project shall consist of three Components: Institutional Strengthening and Industry Coordination; Productive Partnerships; and Market Access Infrastructure.

4.1 Component 1: Institutional Strengthening and Industry Coordination

The specific objectives of this component shall be:

- (a) Improving the performance of cocoa and coffee sub-sector institutions and enhancing industry coordination by building the capacity of the Industry Coordination Committees to support dialogue and policy development through, *inter alia*: (i) the carrying out of policy studies on priority topics proposed by the Industry Coordination Committees and approved by the Fund and aimed to enable the structural changes required in the sectors; and (ii) the provision of training, technical assistance and operational support to such Committees, and CIC's and the CB's staff.
- (b) Improving transparency in the cocoa and coffee sub-sectors and supporting policy development through, *inter alia*: (i) the carrying out of targeted communication campaigns on key policy and farming practices needed changes; (ii) the development of effective information management systems for the CIC and the CB to address the current gaps in the collection, generation and dissemination of technical and market information to stakeholders; and (iii) the provision of related technical assistance, training, data collection, surveys and information dissemination.
- (c) Strengthening quality promotion in the cocoa and coffee industries and promoting, where appropriate, the adoption of certified sustainability practices through, *inter alia*: (i) retraining of cocoa fermentery owners, traders and inspectors working with exporters in view of the Cocoa Pod Borer (CPB) impact on cocoa quality; (ii) carrying out of studies on export standards and licensing regulations in response to the impact of the CPB; (iii) a survey of fermenteries status, and improvements in the capacity of the CB inspections; (iv) an analysis of options and benefits for farmers of differentiated coffees; (v) training of trainers to reduce the costs of certification in the Borrower's territory and other assistance for certification; and (vi) the promotion of the Borrower's products origin.

- (d) Provision of technical advisory services, operational support and training to support: (i) the Project management and monitoring and evaluation functions of the CB Project Management Unit and the CIC Project Management Unit; (ii) the Project coordination and monitoring and evaluation functions of the Project Coordinating Unit; and (iii) the operations of the Technical Appraisal Committee.

4.2 **Component 2: Productive Partnerships**

This component shall include:

- (a) Provision of grants to Partnerships to support Activities in Cocoa-growing Areas aimed to increase smallholder cocoa productivity, quality and sustainability and improve cocoa-farming systems such as training in good farming practices, production of improved planting material, improvement of business skills and farm management, building capacity of extension agents and farmer groups and cooperatives, certification systems and post-harvest and processing.
- (b) Provision of grants to Partnerships to support Activities such as those set forth in para(a) above in Coffee growing Areas aimed to increase smallholder coffee productivity, quality and sustainability and improve coffee-farming systems.
- (c) Provision of technical assistance for the preparation of Partnership proposals for financing by the abovementioned Productive Partnership Grants.

4.3 **Component 3: Market Access Infrastructure**

The objective of this Component is improving the access to markets for the Partnerships supported by Productive Partnership Grants through:

- (a) the identification and selection of the rehabilitation and maintenance needed to feeder roads, access tracks and other transport infrastructure linking farmers to markets; and
- (b) carrying out of Priority Investments, as defined in the Appendix to the IDA Financing Agreement, and training of communities in the maintenance of the Priority Investments.

4.4 The Borrower shall, under the overall guidance of the Project Steering Committee and the overall coordination and monitoring of NDAL:

- (a) carry out through NDAL Component 1 (d) (ii) and (iii) of the Project;
- (b) cause the CIC to carry out Component 1 (a), (b), (c) and (d) (i), Component 2 (b) and (c) and Component 3 of the Project, related to the coffee sector.
- (c) cause the CB to carry out Component 1 (a), (b), (c) and (d) (i), Component 2 (a) and (c) and Component 3 of the Project, related to the cocoa sector.

II. Implementation Arrangements

1. *Institutional Arrangements.* In accordance with the IDA Financing Agreement, the Borrower shall:

- (a) maintain throughout the Project Implementation Period the Project Steering Committee to provide overall policy guidance and strategic direction for Project implementation, with the composition and powers described in the Project Implementation Manual;
- (b) establish and maintain throughout the Project Implementation Period a Project Coordination Unit within NDAL for the monitoring and evaluation of the Project with the powers and staffing set forth in the Project Implementation Manual;
- (c) cause the CIC and the CB to establish and thereafter maintain throughout the Project Implementation Period a CIC Project Management Unit and a CB Project Management Unit with the powers set forth in the Project Implementation Manual and with staffing satisfactory to the Fund;
- (d) through NDAL cause CIC and the CB to establish and thereafter maintain throughout the Project Implementation Period, a Technical Appraisal Committee and train its members as required for Project implementation; and
- (e) establish and maintain throughout the Project Implementation Period an Industry Coordination Committee each for cocoa and coffee matters, with the powers and composition set forth in the Project Implementation Manual;
- (f) carry out a baseline survey as indicated in the Project Implementation Manual;
- (g) implement an information management system satisfactory to the Fund;
- (h) carry out the financial management plan included in the Project Implementation Manual in accordance with its terms; and
- (i) inform the Fund, of the progress made in the implementation of the Environmental and Social Management Framework and Compensatory Framework and of any issues that may arise.

2. *Subsidiary Agreements.* The Borrower shall make part of the proceeds of the Financing available to each Project Party under a Subsidiary Agreement between the Borrower and the Project Party, under terms and conditions approved by IDA and the Fund. Except as IDA and the Fund shall otherwise agree, the Borrower shall not assign, amend, abrogate or waive any Subsidiary Agreement or any of their provisions.

3. *Project Implementation Manual.* The Borrower shall carry out the Project in accordance with a Project Implementation Manual, satisfactory to the Fund and IDA. The Borrower shall not amend or waive any provision of the Project Implementation Manual without the prior written agreement of the Fund. In case of any discrepancies between the provisions of the Project Implementation Manual and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

4. *Productive Partnership Grants.* The Borrower shall cause the CIC and the CB to provide Productive Partnership Grants to Partnerships in accordance with eligibility criteria and procedure acceptable to the Fund and set out in the Project Implementation Manual.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Financing and the allocation of the amounts of the Financing to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of Eligible Expenditures to be financed
I. Consultant's services	1 900 000	100% net of taxes
II. Goods and works	3 100 000	100% net of taxes
III. Training and Incremental Operating costs	300 000	100% net of taxes
IV. Productive Partnership Grants	3 000 000	100% net of taxes
Unallocated	920 000	
TOTAL	9 220 000	

(b) The terms used in the Table above shall have the following meaning:

"Incremental Operating Costs" means the reasonable and necessary incremental expenses including communications, utilities, stationary, and transportation costs, and accommodation and travel allowances of Project staff, but excluding salaries of the Borrower's civil servants;

"Productive Partnership Grant" means a grant made or to be made by CIC or the CB to a Partnership under a Partnership Agreement for the implementation of an Activity under Component 2 (a) and (b) of the Project.

Schedule 3*Special Covenants*

1. Fraud and Corruption. The Borrower shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the "Guidelines on Preventing and Combating Fraud and Corruption in Projects Financed by IBRD Loans and IDA Credits and Grants", dated October 15 2006 ("Anti-Corruption Guidelines"). For the purposes of this Agreement, a finding of corruption pursuant to the provisions of the "Guidelines on Preventing and Combating Fraud and Corruption in Projects Financed by IBRD Loans and IDA Credits and Grants" shall be deemed a finding of corruption under the "IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its activities and operations".
2. Environmental and Social Safeguards. The Borrower shall carry out the Project in accordance with its Environmental and Social Management Framework.
3. Tax exemption. The Borrower shall exempt the proceeds of the Loan from taxes.

Key reference documents

Country reference documents

Medium-Term Development Strategy (2005-2010)

National Agriculture Development Plan (2007-2016)

IFAD reference documents

Project design document (PDD) and key files

Sub regional Strategic Opportunities Paper for Pacific Island Countries

Results framework

PDO	Project Outcome Indicators	Use of Project Outcome Information
To improve the livelihoods of smallholder cocoa and coffee growers through the improvement of the performance and sustainability of value chains in cocoa- and coffee-growing areas.	<ul style="list-style-type: none"> the net income of smallholder cocoa and coffee growers in the project area the number of farm households adopting improved farming practices the number and coverage of partnerships implemented and/or scaled up and likely to be sustained the percentage of the export price and quality premiums, received by farmers 	These indicators will help assess the extent to which the activities of the project resulted in improved livelihoods for small producers engaged in coffee and cocoa production in project areas.
Intermediate Outcomes	Intermediate Outcome Indicators	Use of Intermediate Outcome Monitoring
Result 1: Establishment of effective, relevant, and representative industry coordination committees, contributing to improved sector policy	<ul style="list-style-type: none"> the number of policy and regulatory measures adopted and implemented the percentage of buying points with access to price and quality information Percentage of smallholders reporting increased access to industry information 	Assess the implementation progress of component 1
Result 2: CIC and CB establish sustainable information systems and produce high quality M&E data and reports	<ul style="list-style-type: none"> the availability and dissemination of quality M&E data and reports 	Ensure that adequate M&E is performed and available and, if not, take corrective measures
Result 3: Project Management Unit has adequate capacity to efficiently procure goods and services and ensure financial reporting and controls	<ul style="list-style-type: none"> Timely implementation of procurement activities and satisfactory financial management reports. 	Ensure that adequate procurement and financial management are applied and, if not, take corrective measures
Result 4: Smallholders have adopted improved cocoa management practices in project areas which results in good control of CPB infestation and improved yields	<ul style="list-style-type: none"> CPB control plan has been developed and is in place Losses due to CPB infestation are reduced to sustainable levels Cocoa yields have increased for smallholders 	Assess the implementation progress of component 2, particularly in terms of (i) Effectiveness of the control of the CPB infestation; (ii) Effectiveness of the adoption of the improved production management practices and their ability to deliver the outcome in terms of increased cocoa yields
Result 5: Smallholder cocoa plantations have been rejuvenated and diversification crops have been introduced and disseminated	<ul style="list-style-type: none"> Number of hectares of cocoa replanted or rejuvenated with improved planting material Number of hectares of shade and diversification crops planted 	Assess the implementation progress of component 2, particularly in terms of the effectiveness of the technical package and support measures to deliver the acreage to be replanted, and , if necessary, revise and amend the partnership agreements
Result 6: The quality of cocoa delivered by farmers in targeted areas has been maintained or improved	<ul style="list-style-type: none"> Percentage of production rejected Average dried cocoa moisture content in the Autonomous Region of Bougainville reported by buyers 	Assess the implementation progress of component 2
Result 7: Smallholders have adopted improved coffee garden/block management practices in project areas resulting in improved yields and quality of coffee delivered	<ul style="list-style-type: none"> Coffee yields have increased for smallholders 	Assess the implementation progress in terms of the effectiveness of the adoption of the improved production management practices and their ability of to deliver the outcome in terms of increased coffee yields
Result 8: Smallholder coffee gardens/blocks have been rejuvenated and diversification crops have been introduced	<ul style="list-style-type: none"> Number of hectares of coffee rejuvenated Additional volume of diversified products sold 	Assess the implementation progress of component 2
Result 9: The quality and marketability of coffee along the value chain has been improved	<ul style="list-style-type: none"> Percentage of differentiated coffee exported from PNG by value Percentage of coffee with sustainability certification exported from PNG by volume and value Percentage increase in price received by farmers in project areas over the standard quality (Y1) price 	Assess the implementation progress of component 2
Result 10: Women contribute to increases in household income through involvement in improved farming practices, processing and marketing	<ul style="list-style-type: none"> Number of women in farming households reporting increased access to, and use of, information on improved farming practices, processing and marketing 	Assess effective benefits of project activities to women under Component 2 and 3
Result 11: Critical transport infrastructure has been improved and is more likely to be maintained	<ul style="list-style-type: none"> Number of Km of roads rehabilitated and maintained as per Maintenance Agreements Amount of investment in alternative transport facilities 	Ensure that the objective of component 3 is achieved

